MSNA 2023

Secteur Protection



Sommaire

Méthodologie et couverture

Accès aux documents officiels

Restrictions de mouvement

Protection de l'enfance

05 Risques de protection

Violences basées sur le genre

17 Intentions migratoires et accueil des personnes déplacés

01

Méthodologie et couverture

Méthodologie et échantillonage

Méthodologie d'enquête

Enquête quantitative aux résultats représentatifs:

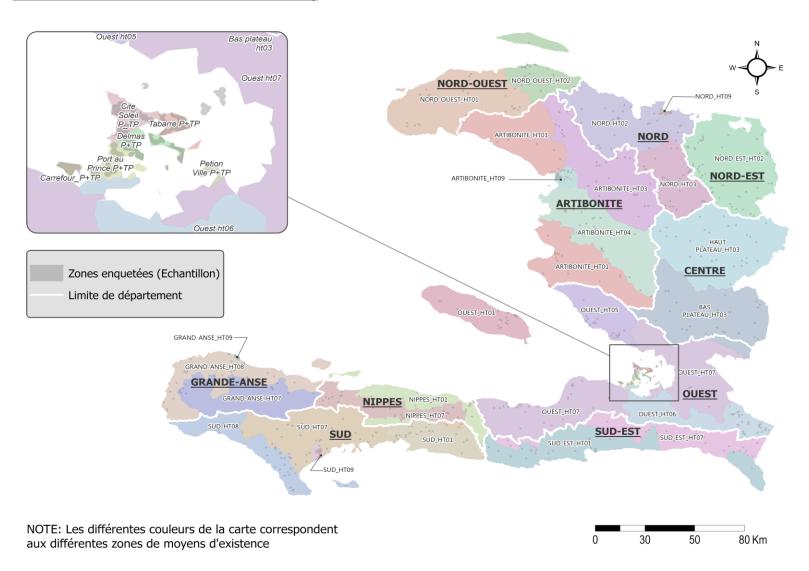
- À l'échelle des départements et des zones de moyen d'existence pour l'ensemble du territoire hors Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPAP).
- À l'échelle des zones de richesse pour la **ZMPAP** (zones «pauvres» et «très pauvres» regroupées ensemble)
 - À l'échelle des communes pour les zones «pauvres» et «très pauvres»

Collecte de données

- La collecte de données a eu lieu du 16 juin au 15 août 2023 (du 11 juillet au 13 août pour la ZMPAP).
- 4362 ménages ont participé à l'évaluation, dont 655 dans la Zone métropolitaine de Port-au-Prince et 3707 dans les départements.
- Les entretiens ont été effectués en personne.

Méthodologie et échantillonage

<u>Carte 1 : Carte de couverture (découpage en zones de moyens d'existence dans les départements et zones de richesse dans la ZMPAP)</u>



Limites

- Zones exclues de l'échantillonnage : Du fait de contraintes d'accès sécuritaire, l'échantillon pour certaines strates n'a pas pu être complété et les résultats doivent être considérés comme indicatifs* :
 - Pour les Zones de Moyens d'Existence (ZME) : SUD-EST HT07 Sud haricot, banane et petit commerce : 70%, ARTIBONITE HT04 Plaine rizicole de l'Artibonite : 82%, ARTIBONITE HT09 Urbain : 93%, GRAND-ANSE HT08 Littoral sud-ouest maïs, manioc et cueillette : 98%, NORD-OUEST HT02 Nord tubercules et horticulture : 51%.
 - Pour ZMPAP : Croix de Bouquet Pauvres (P) + Très Pauvres (TP): 56%, Pétion Ville P+TP : 77%
- Entrelacement des hexagones : pour l'échantillon de la ZMPAP, la maille des hexagones d' un kilomètre de côté chevauchait parfois les frontières des communes. Les entretiens ont été recodés dans la 'vraie' commune au sens du point géographique de l'entretien. Cependant, ce chevauchement a pu entrainer quelques différences pour les pondérations de population.
- Sensibilité : certains sujets considérés comme sensibles peuvent (santé mentale, protection, violences...) peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.

Liste des indicateurs*

*Il est à noter que la présentation n'évalue pas la totalité des indicateurs mentionnés.

- % de ménages avec au moins un enfant de moins de 18 ans qui ne réside pas dans le ménage, par raison
- % de filles / garçons de moins de 18 ans mariés
- Nombre moyen d'enfants séparés au sein du ménage, pour les ménages avec enfants séparés
- % de ménage avec au moins un membre du ménage sans document d'identité
- % de ménage par type de problème lié à l'occupation du logement
- % de ménages ayant des enfants ne vivant pas dans le ménage (enfants séparés)
- % de ménages ayant fait face à des restrictions de mouvements au cours des 3 mois précédant la collecte
- % de ménages ayant fait face à des restrictions de mouvements au cours des 3 mois précédant la collecte, par type de restriction
- % de ménages dont au moins un membre ne possède pas de document d'identité

Liste des indicateurs

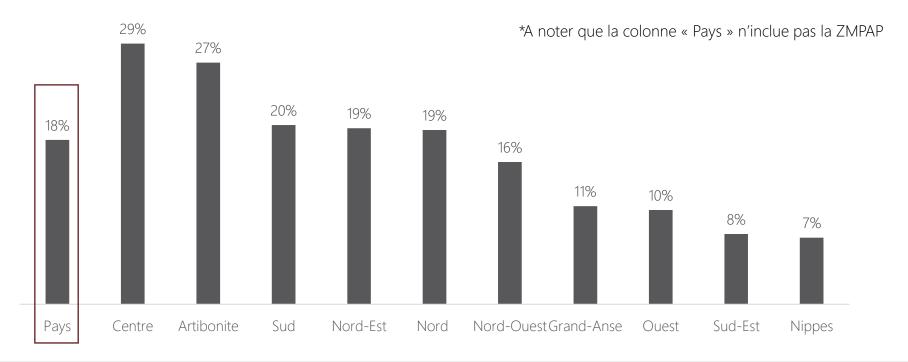
- % de ménages par préoccupation en matière de sécurité rapportée pour les femmes
- % de ménages par préoccupation en matière de sécurité rapportée pour les filles
- % de ménages par préoccupation en matière de sécurité rapportée pour les garçons
- % de ménages par préoccupation en matière de sécurité rapportée pour les hommes
- % de ménages par ressource vers laquelle se tourner en cas de violence sexuelle ou basées sur le genre
- % de ménages par ressource vers laquelle se tourner en cas d'incident de protection
- % de ménages possédant des documents écrits officiels pour leur logement actuel
- % de ménages rapportant connaître l'existence de services de soutien spécialisés pour les femmes et les filles disponibles dans leur communauté
- % de ménages rapportant connaître l'existence de services de soutien spécialisés pour les femmes et les filles disponibles dans leur communauté, par type de service
- % de ménages selon l'activité principales des enfants
- % de ménages selon l'activité secondaire des enfants

02

Accès aux documents officiels

Accès à des documents d'identité

% de ménages dont au moins un membre ne possède pas de document d'identité



- Concernant l'accès à des documents d'identité officiels, 29% des ménages dans le département du Centre et 27% en Artibonite ont déclaré qu'au moins un membre du ménage n'en a pas.
- Dans la ZMPAP, 15% des ménages dans la commune de Port-au-Prince et 14% dans la commune de Carrefour ont au moins un membre n'ayant pas de documents d'identité.

Logements, terres et biens

- Même si 62% des ménages ont des documents officiels concernant leur logement et que 15% ont eu un accord verbal avec témoin, 17% ont déclaré n'avoir aucun accord ou documents pour leur logement actuel. Cette proportion est plus élevée dans le Nord-Est (37%), le Sud (33%) ou le Nord (29%).
- Lorsqu'interrogés sur les problèmes liés à leur logement, 21% des ménages dans le Nord-Est rapprtent avoir des conflits au sujet de la propriété.

% de ménages possédant des documents écrits officiels pour leur logement actuel

Oui - des documents écrits officiels

Non - aucun accord ou document écrit

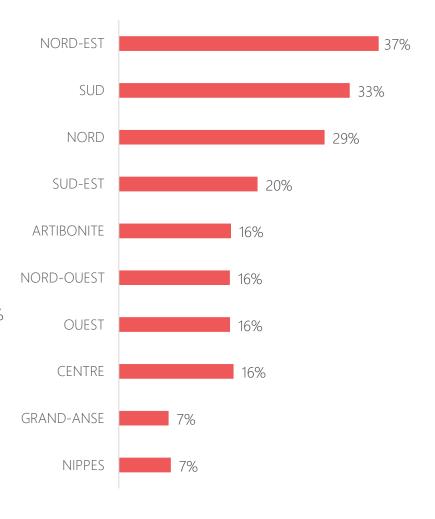
Oui - un accord verbal avec témoin

Non - un accord verbal sans témoin

Ne sait pas

2%

% de ménages ne possédant aucun accord ou document écrit officiel pour leur logement actuel, par département



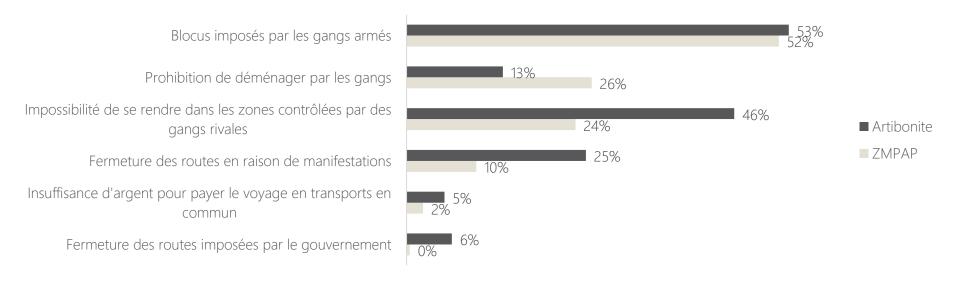
03

Restrictions de mouvement

Restrictions de mouvement

- En termes de restrictions de mouvement, c'est dans les départements de l'Artibonite et de l'Ouest (hors ZMPAP) que les ménages ont le plus rapporté avoir subi des restrictions de liberté de déplacement, respectivement à hauteur de 8% et 7%.
- Dans la ZMPAP, 34% des ménages ont précisé avoir subi ces restrictions, particulièrement dans la commune de Port-au-Prince (41%) et Carrefour (39%). Les principales restrictions de mouvement sont liées à des restrictions imposées par les gangs armés comme démontré dans le graphique.

% de ménages, parmi ceux ayant subi des restrictions de mouvements dans la ZMPAP et en Artibonite au cours des 3 mois précédant la collecte, par type de restriction

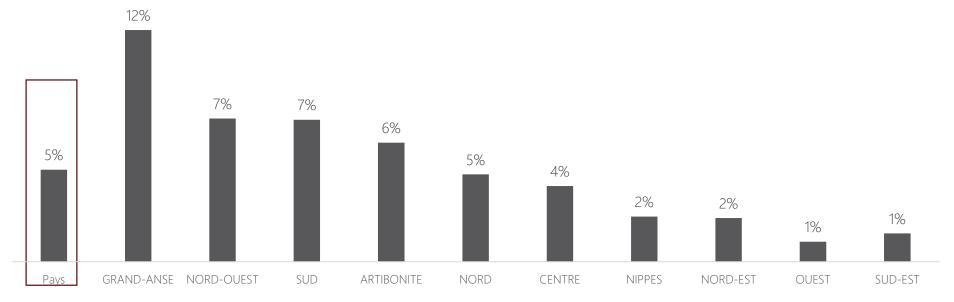




Protection de l'enfance

- 5% des ménages enquêtés dans les départements ont rapporté avoir des enfants ne vivant pas dans le ménage (enfants séparés).
- En Grand-Anse, cette proportion est de 12%. Les principales raisons avancées en Grand-Anse sont liées au fait que l'enfant s'est marié ou a été mis en concubinage et a donc quitté la maison (30%), qu'il a quitté la maison pour étudier (24%) ou qu'il a quitté la maison pour chercher du travail parce que le ménage ne pouvait pas subvenir à ses besoins (21%).
- Concernant les risques de protection auxquels font face les garçons, 22% des ménages dans la ZMPAP craignent les blessures par balles, 17% les abus de substance et 14% (dont 44% à Cité Soleil) le recrutement par un gang armé.
- Concernant les risques de protection auxquels font face les filles, 26% des ménages dans la commune de Port-au-Prince ont mentionné les blessures par balle et 27% des ménages à Croixdes-Bouquets ont fait référence à l'exposition à du harcèlement ou de la violence sexuelle.

% de ménages ayant des enfants ne vivant pas dans le ménage (enfants séparés)



Protection de l'enfance

• Les trois **principales activités des enfants** rapportés dans les départements sont les suivantes :

28% des ménages ont rapporté que la principale activité des enfants est de jouer avec des amis

26% des ménages ont rapporté que la principale activité des enfants est d'étudier

21% des ménages ont rapporté que la principale activité des enfants est de chercher de l'eau







C'est dans les départements du Centre (37%), du Sud-Est (30%), du Nord-Est (26%), de l'Artibonite (26%) et de la Grand-Anse (25%) ou figurent les proportions les plus élevées de ménages ayant indiqué que la principale activité des enfants est de chercher de l'eau.



Risques de protection

La ZMPAP et le département de l'Artibonite sont les régions où le plus d'incidents de protection ont été rapportés par les répondants.

9%

Des ménages en Artibonite ont précisé que les principaux risques de protection pour les hommes sont les déplacements forcés et être blessé/tué par une balle 29%

Des ménages dans la ZMPAP ont précisé que le principal risque de protection pour les hommes est d'être blessé/tué par une balle.

10%

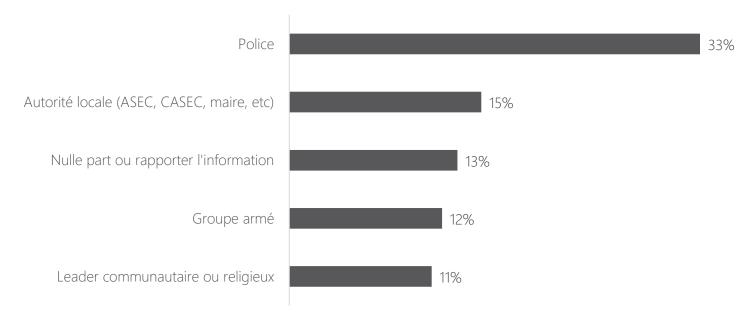
Des ménages dans la ZMPAP ont précisé que le principal risque de protection pour les femmes est de subir du harcèlement ou de la violence sexuelle.

11%

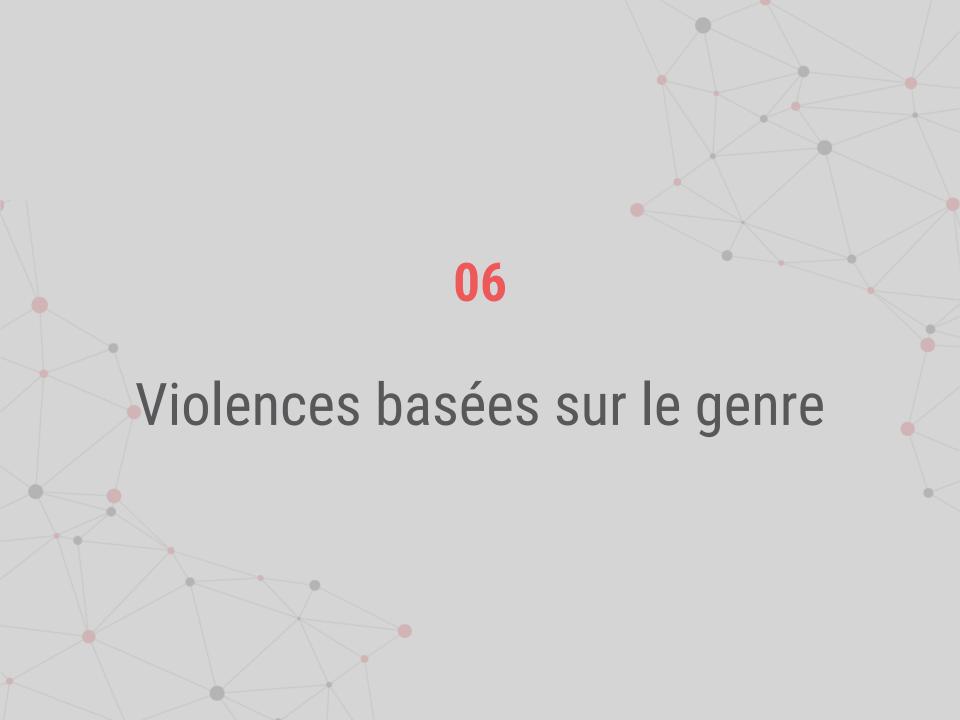
Des ménages en Artibonite ont précisé que le principal risque de protection pour les femmes est de subir du harcèlement ou de la violence sexuelle

Risques de protection

% de ménages par ressource vers laquelle se tourner en cas d'incident de protection dans la ZMPAP

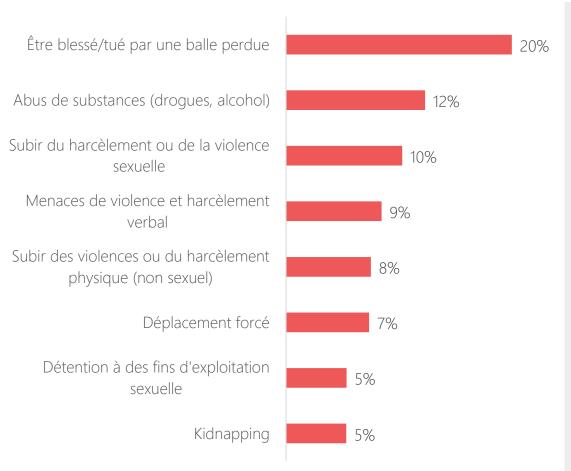


- Dans la ZMPAP, 12% choisissent de se tourner vers un groupe armé en cas d'incident de protection. 29% des ménages dans la commune de Cité Soleil et 15% dans la commune de Port-au-Prince se tournent notamment vers cette ressource.
- En Artibonite, 44% des ménages se tournent vers une autorité locale (CASEC, ASEC, Mairie, etc.) en cas d'incident de protection et 42% se tournent vers un leader religieux ou communautaire. 16% des ménages en Artibonite se tournent vers la police.



Risques de protection pour les femmes

% de ménages par préoccupation en matière de sécurité pour les femmes



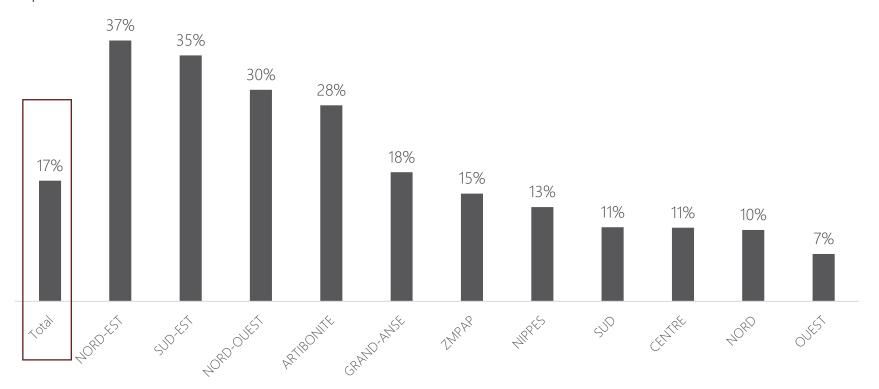
Zoom sur la ZMPAP:

- Le risque pour les femmes d'être blessée/tuée par une balle perdue a le plus été rapporté dans les communes de Port-au-Prince et Cité Soleil (26%).
- L'abus de substance a aussi été le plus rapporté dans la commune de Port-au-Prince (21%).
- Le risque de **kidnapping** a principalement été mentionné à **Croix-des-Bouquets** (27%).

Concernant les risques pour les filles (moins de 18 ans), 23% (dont 51% à Cité Soleil) des ménages dans la ZMPAP ont identifié les grossesses précoces comme principal risque. Cette proportion est de 24% en Artibonite.

Violences basées sur le genre

% de ménages rapportant connaître l'existence de services de soutien spécialisés pour les femmes et les filles disponibles dans leur communauté



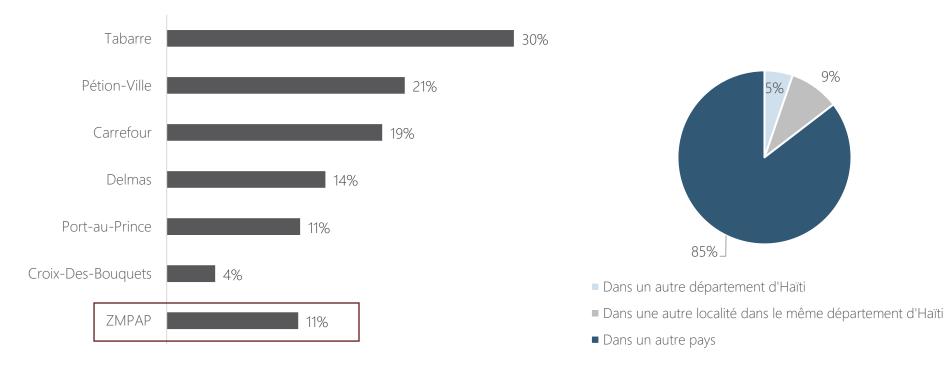
- Lorsqu'interrogé sur la ressource vers laquelle se tourner en cas de violence sexuelle ou basées sur le genre, 36% des ménages ont mentionné un leader communautaire (14% pour la ZMPAP et 36% en Artibonite), 17% ont fait référence à la police (29% pour la ZMPAP et 11% en Artibonite) et 10% les services de protection des femmes.
- 21% ne savent pas vers quelle ressource se tourner (27% pour la ZMPAP et 7% en Artibonite) ou 13% affirment qu'il n'existe pas de possibilité de rapporter l'information (30% dans la ZMPAP et 24% en Artibonite).

07

Intentions migratoires et accueil des personnes déplacées

Intentions migratoires Aperçu dans la ZMPAP

% de ménages ayant l'intention de se déplacer hors de leur localité actuelle au cours des 6 prochains mois % de ménages ayant l'intention de se déplacer hors de leur localité actuelle au cours des 6 prochains mois, par destination

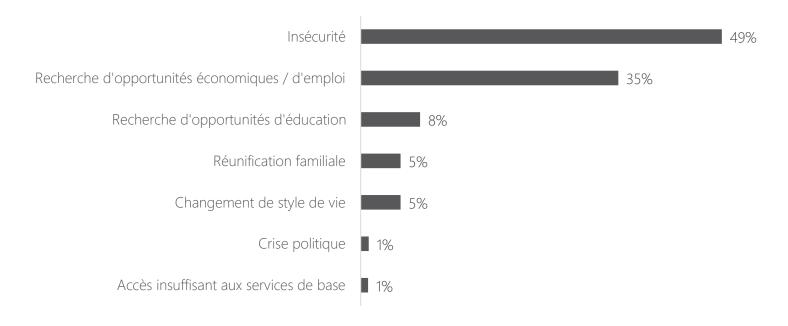


 Dans la ZMPAP et dans le département du Nord, 11% des ménages enquêtés ont déclaré avoir pour intention de se déplacer au cours des prochains 6 mois. Dans le Département du Nord, 61% des ménages ont pour intention de se déplacer dans un autre pays et 21% dans une autre localité dans le même département.

Intentions migratoires

Aperçu dans la ZMPAP - Raisons liées aux déplacements

Raisons principales liées au déplacement, parmi les 11% de ménages ayant l'intention de se déplacer au cours des 6 prochains mois

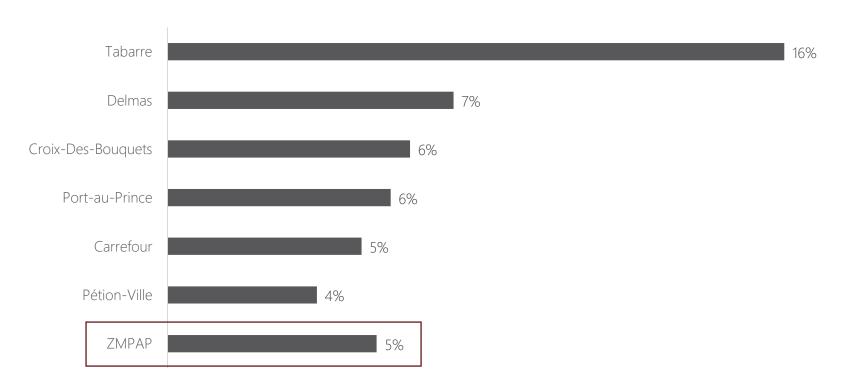


- Dans la ZMPAP, la principale raison justifiant l'intention de se déplacer est d'abord liée à l'insécurité comme précisé par environ la moitié des répondants. A Pétionville, cette proportion est de 88%, à Tabarre de 78% et 50% à Port-au-Prince.
- A Carrefour, la principale raison est liée à la recherche d'opportunités économiques / d'emploi (65%). Dans le département du Nord, 60% ont aussi mentionné cette même raison.

Accueil des personnes déplacées

 Dans la ZMPAP, 5% des ménages enquêtés ont déclaré accueillir des personnes déplacées ou rapatriées dont 16% sont à Tabarre, 7% à Delmas et 6% dans les communes de Croix-des-Bouquets et Port-au-Prince.

% de ménages accueillant des personnes déplacées ou rapatriées



Partenaires de la MSNA 2023

Partenaires financiers:







Partenaires opérationnels :















Groupe JEVIDEV

Merci pour votre attention



amine.bahri@impact-initiatives.org

juliette.graff@impact-initiatives.org





